

La valorisation culturelle des mémoires de l'immigration

l'exemple de la région Rhône-Alpes

*Michel RAUTENBERG **

La question de la mémoire de l'immigration n'est guère récente, comme l'attestent le théâtre et le recueil d'histoires de vie. Elle a traversé plusieurs approches : ouvriéristes, localistes, culturelles, urbanistiques, ... Un double tournant se dessine aujourd'hui : les transformations des questions sociales en questions culturelles et une redistribution des cartes de la démocratie locale.

Depuis peu d'années, sous l'influence probable de plusieurs événements qui ont marqué les actualités culturelles et politiques nationales¹, la question de la mémoire de l'immigration a pris une importance considérable dans le débat public et sa valorisation culturelle semble être devenue un enjeu important des politiques urbaines. Prenant l'exemple de la région Rhône-Alpes, nous verrons ici que la question n'est en réalité guère récente, puis nous esquisserons quelques pistes de compréhension qui pourraient intéresser les professionnels de l'action culturelle et de la politique de la ville².

Mémoires, immigration et action culturelle : une relation déjà ancienne

La relation entre immigration et action culturelle est déjà ancienne. Elle constitue par exemple l'une des motivations importantes du travail théâtral d'Armand Gatti dans les années 1970, qui considérait l'immigré comme un « exclu de la culture officielle » au même titre que les prisonniers ou les habitants des « cités ». Cependant, c'est avant tout en tant que « travailleur immigré » qu'on parle de lui. Il n'est pas question de le réduire à sa « culture » ou même à son parcours migratoire. Gatti sollicite les gens pour qu'ils parlent de leur vie, pour que celle-ci acquière une

* Clercé, Université des Sciences et Technologies de Lille

légitimité sociale qui sera sanctionnée par le spectacle. De ces textes témoignages, il construit une pièce qui sera une œuvre, un spectacle qui sera joué d'abord pour eux, pour ceux qui ont écrit. Par le spectacle, les histoires individuelles se croisent, elles font masse et deviennent une histoire collective, elles accèdent à la parole publique, mais restent sous la responsabilité de l'artiste : il n'y a aucune démagogie dans le travail de Gatti. La scène métamorphose les histoires individuelles en drame social, elle les fait accéder à l'histoire collective.

C'est aussi ce que nous avons pu voir dans le spectacle donné en 2000, *Le silence des braves* de Abdou el Aïdi, présenté au cours de la première version de *Traces*. Des hommes, d'anciens ouvriers algériens, racontaient leur histoire, accompagnés par un enfant et un comédien professionnel. A travers le périple depuis Marseille, dans les usines ou le camion que conduisait l'un d'eux, dans les silences et les incompréhensions avec leurs enfants, c'était bien l'histoire de tous ces migrants venus d'Algérie, Arabes ou Kabyles, qui était racontée. Les histoires individuelles prenaient un relief nouveau, probablement inattendu pour eux-mêmes et pour ceux qui les connaissaient. Le long travail de remémoration, l'anamnèse, permettait de construire une mémoire collective structurée par le récit théâtral ; les hommes qui avaient vécu et raconté ces histoires, les jouaient et à travers le jeu ils se donnaient la possibilité de mettre à distance leur passé, de le regarder comme nous-mêmes, spectateurs, le regardions. Face à eux, dans la salle, il y avait les familles, les enfants, les voisins, les amis qui recevaient ces histoires. Pour certains d'entre eux, ils entendaient l'histoire de leur parent pour la première fois.

Ce qui relie ces spectacles, de Gatti aux *Chibanis* de *Traces* n° 1³, c'est l'objectif

d'inscrire l'immigration dans l'histoire collective. La vie des ouvriers immigrés était une vie difficile : éloignement de la famille, isolement, dureté des conditions de travail, économies draconiennes pour envoyer de l'argent au pays, racisme. Il ne s'agissait pas de recueillir des « traditions » plus ou moins exotiques mais de rétablir des individus dans une histoire qui sortait juste, à la fin des années 90, de longues décennies d'illégitimité médiatique.

La construction d'une légitimité sociale par la mémoire

Cette légitimation par le recueil de témoignages, qu'il soit le fait d'artistes ou de chercheurs, s'organise, me semble-t-il, autour de quatre points.

1. Il s'agit d'abord de construire une histoire culturelle de l'immigration qui a eu du mal à être reconnue dans le paysage scientifique et culturel français ; en 1988 Yves Lequin, alors professeur d'histoire contemporaine à Lyon 2, dirige la première Histoire des étrangers et de l'immigration en France. Le sommaire est très instructif : elle s'arrête en 1945, la période contemporaine n'étant introduite que par une « postface ». Ce sont des chercheurs venus de la sociologie qui vont les premiers s'intéresser à l'histoire de l'immigration, tels Gérard Noiriel qui publie la même année un ouvrage qui fera date, *Le creuset français*. Noiriel, l'un des tout premier, ose dire ce qui est à l'époque un tabou : « La République s'est construite sur le refoulement (...) de l'immigration alors même que l'immigration a été constitutive de la société française depuis le début du XIXe siècle »⁴. Aujourd'hui l'histoire de l'immigration est un chantier bien engagé, et on peut saluer en Rhône-Alpes le travail pionnier de Philippe Videlier dès le milieu des années 80⁵. Cependant, elle manque encore de cadres sur des

points essentiels, comme les liens à faire entre immigration et colonisation. L'historien Pascal Blanchard le rappelle souvent : la France, qui édifie son musée de l'histoire de l'immigration, n'a toujours pas de lieu muséographique consacré à la colonisation, cas semble-t-il unique parmi les ex-puissances coloniales. L'histoire de l'immigration étant mal assumée par la collectivité nationale, l'expression des mémoires, qui sont par définition singulières, prend une place peut-être un peu grande, après une trop longue phase de silence. La question qui se pose alors est une confusion fréquente entre la mémoire comme pratique sociale et la mémoire comme témoignage pour l'histoire. Nous y reviendrons.

2. Affirmer la présence des immigrés en tant que tels et pas seulement comme ouvriers, au sein de la société française. L'immigration a sa place dans l'histoire de la France, mais elle a aussi une histoire propre. J'insisterai sur deux points. Tout d'abord, travailler sur l'histoire de l'immigration, c'est identifier des filières complexes. Abdelmalek Sayad (1999) insistait souvent sur le fait que nombre d'immigrés algériens étaient doublement immigrés : immigrés dans un autre pays, mais aussi des ruraux qui devaient s'adapter à la vie en ville, considérée souvent, dans les années 50-60, comme synonyme de luxure pour ces musulmans pratiquant un islam imprégné de croyances populaires. On oublie aussi souvent que les histoires migratoires ne mettent pas face à face deux pays : les événements récents à la frontière espagnole⁶, ou à Sangatte⁷ nous le rappellent. Le migrant circule, il se déplace de pays en pays, de région en région avant de se fixer. Il participe à une « mondialisation par le bas » (Tarrus, 2002) dont on néglige trop souvent l'impact économique et social sur nos sociétés. En second lieu, à part quelques exceptions, les sociologues ont longtemps négligé la question mi-

gratoire. Jusque dans les années 90, c'est-à-dire de longues années encore après les premières manifestations des enfants de l'immigration et l'émergence de la génération « beur », a souvent dominé un point de vue ouvrier qui effaçait la spécificité de l'immigration. En la matière, les travaux de Michel Verret⁸, spécialiste incontesté de la culture ouvrière, ont quelque chose de presque caricatural : les immigrés n'y sont évoqués qu'en tant que participants au monde ouvrier. Il me semble que les artistes ont précédé les chercheurs sur cette question. Nous avons évoqué Armand Gatti, on pourrait aussi citer en Rhône-Alpes le travail pionnier de la compagnie Traction Avant à Vénissieux, créée par Marcel Notargiacomo en 1984 et qui est contemporaine des premiers travaux sociologiques de l'ARIESE sur Vénissieux.

3. Aujourd'hui, par un étonnant retour de manivelle, les immigrés ne sont plus ouvriers. On est passé d'un extrême à l'autre en deux décennies, c'est-à-dire bien moins qu'une vie de travail. Le monde ouvrier et la culture ouvrière sont devenues peu visibles, si ce n'est dans leurs versions patrimoniales autour des figures du mineur du Pas de Calais ou du canut lyonnais, à travers la préservation des jardins « ouvriers » ou les quelques écomusées qui s'intéressent à la question comme celui de Fourmies. Au point que Stéphane Beaud et Michel Pialoux ont fait sensation quand ils rappelaient dans *Violences urbaines, violences sociales*, en 2003, que les difficultés sociales des habitants des banlieues, et particulièrement celles des enfants d'immigrés, doivent être analysées au regard de la place du monde ouvrier dans notre société. Ce dernier subit depuis une vingtaine d'années une longue perte de légitimité qui n'est pourtant pas synonyme de disparition puisque près de 25% des actifs sont encore considérés comme ouvriers en France⁹, et parmi eux beaucoup d'immigrés originaires d'Afrique

du nord ou du Sahel. Le problème de la place légitime des jeunes gens issus de l'immigration dans la société est donc double, en plus du chômage et du manque de formation : ils appartiennent encore, même nés en France, à un monde de l'immigration dont l'histoire est tue, voire niée ; et ils appartiennent à des catégories sociales qui n'ont plus les repères idéologiques et sociaux des décennies passées.

La mémoire de l'immigration, ce n'est pas seulement celle du quartier, c'est aussi la mémoire de l'immigré ouvrier, l'expression d'une identité sociale construite dans le travail à l'usine autour du partage de savoir faire et de techniques, avec en plus le fait de devoir faire face au racisme qui bloquait souvent les promotions suivant une échelle ethnique des responsabilités.

4. Restituer aux personnes leur dignité d'acteurs est très souvent l'argument avancé en premier dans la mise en œuvre des projets culturels de mémoire. A ce titre, le film de Yamina Benguigui, *Mémoire d'immigrés*, a eu un impact probablement essentiel. C'est, par exemple, à la suite de sa projection au Musée Dauphinois qu'il a été décidé, en collaboration entre l'équipe du musée et l'association ALIF (Amitiés et liens France-Maghreb), de développer des manifestations sur la mémoire de l'immigration algérienne à Grenoble, autour d'une exposition en 2000 intitulée *Pour que la vie continue* (Collectif, 2000 : 53). La culture et l'art sont considérés comme « libérateurs », ils doivent permettre à chacun d'être le « porteur de sa propre parole » pour reprendre les mots de Gatti ; il s'agit, pour y parvenir, de dire son histoire puis de l'écrire, enfin de la présenter au public ; et du croisement des histoires individuelles, racontées parfois de manière collective, naissent en même temps une mémoire commune et un spectacle possible.

L'évolution « loco-culturaliste » des projets mémoriels

Revenons à Gatti. Chez Gatti, on n'est pas dans la reconstruction culturelle des origines mais dans un discours politique et artistique : l'immigré est un ouvrier, un exploité du colonialisme ou du capitalisme en même temps qu'il appartient à une communauté culturelle. Il est aussi le représentant d'une culture « populaire » qui était alors l'une des grandes questions de la sociologie et de l'histoire qui s'interrogeaient sur son degré d'« autonomie symbolique ». Michel de Certeau tentait de comprendre la culture « ordinaire » des ouvriers, faite de « bricolages », d'un « art de la ruse », de « détournements » des objets et des significations des œuvres de la « haute culture » ; Bourdieu de son côté voyait surtout dans les cultures populaires des phénomènes d'aliénation, des pratiques et des habitus placés sous le signe de la domination¹⁰.

Dans une étude réalisée en 2002-2003 pour le compte du programme de recherche interministériel Cultures, villes, dynamiques sociales, Jean-Barthélémi Debost a analysé un corpus de 196 actions culturelles prenant l'histoire ou la mémoire comme ressource. Au début des années 90 ces actions sont portées par des dispositifs nationaux : Un été au ciné du CNC, Patrimoine et Insertion du ministère de la Culture et du ministère de l'Emploi et de la Formation etc. Suit une période de baisse sensible du nombre d'opérations, puis une remontée à partir des années 97/98, à la suite probablement (c'est son hypothèse, mais je suis très enclin à la partager) du succès inattendu du film de Yamina Benguigui et de quelques autres, dont le *Gone du Chaaba* tiré du livre éponyme d'Azouz Begag.

Ces opérations, à l'inverse des précédentes, sont plutôt le fait d'initiatives locales, et

elles vont aller en grandissant en nombre année après année. Nombre d'établissements scolaires, d'associations locales ou de centres sociaux vont se mettre sur les rangs, alors que les services municipaux (bibliothèques, missions à la ville, archives municipales...) se mobilisent largement et que les artistes sont deux fois plus souvent sollicités qu'historiens et ethnologues.

L'idée générale de ces opérations est de construire une relation active entre le passé et le présent, d'utiliser le spectacle, l'exposition ou l'atelier d'écriture pour favoriser la prise de parole des habitants. Trois régions sont particulièrement concernées : Ile de France (25%), Nord Pas-de-Calais (20%) et Rhône-Alpes (12%). L'examen des fiches rassemblées par l'auteur montre la récurrence de quelques thèmes : la mémoire et l'histoire du quartier, ce dernier étant généralement envisagé dans son lien à la ville ; l'identité collective, les « racines » ; le lien entre les générations.

Ce qui est frappant, c'est le faible nombre de références directes à l'immigration dans les intitulés ou les objectifs annoncés, alors que la lecture du contenu des fiches montre qu'à l'évidence c'est l'une des préoccupations majeures des responsables des projets. Les termes de « citoyenneté » et « d'intégration » reviennent relativement souvent. Autre quasi absence significative, celle de la mémoire du travail.

En quoi ces opérations sont-elles « lococulturalistes » comme je les ai appelées, alors

que les thèmes culturels ou ethniques semblent peu présents ? Je ne veux pas dire que les opérations mémorielles renvoient les personnes à leurs cultures d'origine, qu'elles contribuent à les enfermer dans une histoire ou une tradition « ethnique » ou communautaire.

Les intitulés et les attendus des projets sont clairs sur ce point. Tous ou quasiment tous évoquent l'ouverture sur la ville et ils sont fondés sur un précepte humaniste : « connais toi toi-même pour t'ouvrir aux autres », « connais ta mémoire et ton histoire pour t'approprier celle de ton pays ».



Ce qui est insidieusement culturaliste dans cette approche, c'est que, par le truchement du local, on renferme encore les individus sur un groupe, cette fois résidentiel, alors que les frontières spatiales de ces quartiers

viennent approximativement se substituer aux frontières ethniques ou communautaires¹¹.

On renforce la place du quartier dans la construction des identités sociales au détriment de ce que pourraient être des mémoires du travail, des usages de la ville, des réseaux etc.

D'une certaine façon, le quartier prend la place de la communauté, la « culture de quartier » s'inscrit dans une relation homothétique à la culture « d'origine » pensée sur un registre plus mythique que pragmatique : la mémoire locale permet ainsi de passer de la culture (« d'origine ») au quartier (où l'on vit) sans trop se soucier des transformations de cette « culture » par le fait migratoire.

Quelques enjeux importants des mémoires de l'immigration et les limites de l'action mémorielle

La manière dont on traite les questions mémorielles en général, et leur réalisation culturelle en particulier, est très liée au contexte social, politique et idéologique ambiant. Selon les périodes, les mêmes événements ne seront pas racontés de la même manière ; la mémoire est un récit qui prend son inspiration dans les choses vues ou vécues, mais qui s'inscrit toujours dans les contextes de l'énonciation. La mémoire n'est pas l'histoire, même si elle peut la nourrir après un traitement scientifique approprié. C'est pourquoi ces opérations culturelles nous parlent tout autant des immigrés et de leur passé que de la société en général. Aujourd'hui, alors que ce sont les élus locaux qui sont les principaux bailleurs de fonds, les problématiques urbaines priment et nombre d'opérations visent à réinscrire les quartiers périphériques dans l'ensemble urbain. A travers la mémoire, l'immigration semble finalement rarement traitée pour elle-même, comme un fait social, historique et culturel à part entière (ce qui n'empêche pas bien sûr des exceptions, comme les expositions qui sont désormais organisées tous les deux ans au musée dauphinois de Grenoble, ou de nombreuses actions organisées cette année dans le cadre de Traces 2005). Souvent encore, elle est perçue depuis un point de vue particulier et extérieur.

Ces opérations culturelles et mémorielles sont de plus en plus proches d'une « thérapie sociale » comme on le perçoit dans le vocabulaire employé dans les projets : derrière les notions d'identité et de territoires, l'enjeu est de « retisser du lien » urbanistique, social et culturel entre les quartiers de la ville. La mémoire apparaît ici comme un prétexte à une action sociale et urbaine plus large : on fait de la mémoire comme on ferait de l'animation

socio culturelle ou du sport. Or les questions mémorielles ont une forte dimension symbolique, les prendre comme de simples instruments de politiques urbaines ou sociales ne risque-t-il pas de conduire à des malentendus, à des déceptions si les actions ne sont pas suivies par une véritable reconnaissance publique ?

De manière plus ou moins sensible, l'évolution des projets est le symptôme d'une transformation profonde de notre conception d'un monde commun, selon l'expression de Hanna Arendt. Naguère, la société française était organisée en groupes sociaux (qu'on pouvait nommer classes si l'on était marxiste), liés entre eux par des rapports économiques, sociaux mais aussi politiques à travers les partis politiques, culturel à travers les représentations sociales. Ces groupes avaient certes leurs spécificités culturelles, leurs mémoires collectives et leurs histoires, mais les habitus semblaient plutôt déterminés par la place de chacun dans la société et nos représentations de l'autre étaient plus fondées sur ces rapports sociaux que sur son origine ethnique ou culturelle¹². Depuis quelques années, l'évolution des projets marque un tournant : si la question de la différence culturelle n'est que rarement explicitée, en revanche leur lecture et l'observation de terrain montrent bien que le mot « quartier » est devenu un euphémisme pour dire la différence ethnique et culturelle. Ce que nous voyons, c'est la transformation des questions sociales en questions culturelles.

Dans le même temps, il faut aussi reconnaître que ces opérations mémorielles, en renforçant l'intérêt de la collectivité pour le local, en portant le regard sur les quartiers, parfois sur la rue ou l'immeuble, contribuent aussi à redistribuer les cartes de la démocratie locale en donnant accès à l'espace public à des populations qui s'en sentaient souvent

exclues. Ces opérations peuvent alors être des tremplins pour accéder à d'autres statuts sociaux, à de nouvelles formes de légitimité qui se renégocient sur la base de la reconnaissance des mémoires collectives respectives. On devine là qu'émerge autre chose : notre capacité collective, ainsi que la volonté du monde politique, à reconnaître la dimension politique du micro local ; notre aptitude ensuite à lui donner les outils adéquats pour s'affirmer.

nier du Nord Pas-de-Calais.

Cultures périphériques, 1985, Centre Georges Pompidou.

Debost, J.M., 2003, *Répertoire analytique des actions de terrain travaillant l'histoire et/ou la mémoire de populations et/ou de territoires*, Association Entre deux, Programme de recherche interministériel Cultures, villes, dynamiques sociales.

Itinéraires, Culture, insertion, jeunes, Ministère de la culture, juillet 1990, p35.

Grignon, C., Passeron, J.C., 1989, *Le Savant et le populaire. Populisme et misérabilisme en sociologie et en littérature*, Gallimard/Le Seuil.

Koptiuch, K., 1999, « Third-worlding at home » in Gupta, A., Fergusson, J., (ed), *Culture, Power, Place. Explorations in Critical Anthropology*, London, Durham, Duke University Press, p234-248.

Lequin, Y., Goubert, P., 1988, *La mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration en France*, Larousse.

Le Monde alpin et rhodanien, 1989, « Migrations », 3^{ème}-4^{ème} trimestre.

Noiriel, G., 1988, *Le creuset français. Histoire de l'immigration, XIXe-XXe siècle*, Le Seuil

Sayad, A., 1999, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Le Seuil.

Tarrius, A., 2002, *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Balland.

Schwartz, O., 1990, *Le monde privé des ouvriers, hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF.

Verret, M., 1995, *Chevilles ouvrières*, Les éditions de l'atelier.

(1) La création de la CNHI, le retour du refoulé de la mémoire...

(2) Ce texte est la version remaniée d'une communication faite à l'occasion de la journée d'étude nationale *La valorisation culturelle des mémoires d'immigration : un enjeu social et historique*, organisée par la CNHI et ARALIS dans le cadre du programme Traces 2005. Une version plus complète est publiée dans la revue *Hommes et migrations*, à paraître en 2006.

(3) On trouvera un compte rendu de cette opération Traces 2000 dans *Collectif, 2000* (voir bibliographie)

(4) Conférence du 14 janvier 2005 à l'Université populaire et citoyenne de Roubaix. Rapportés dans *Les cahiers de l'UPC*, 1, Roubaix, mai 2005.

(5) En 1989 il dirigea un numéro de la revue *Le Monde alpin et rhodanien* sur le thème « Migrations », 3^{ème}-4^{ème} trimestre, dans lequel plusieurs articles traitaient des migrations contemporaines dans la région Rhône-Alpes.

(6) La presse s'est fait régulièrement l'écho, pendant l'automne 2005, des drames survenus aux frontières entre les enclaves espagnoles et le Maroc, et plus largement des périple entre le Sahel et l'Europe au cours desquels des dizaines de jeunes gens trouvent la mort chaque année.

(7) A Sangatte, à proximité de Calais, le camp de transit a été fermé en 2003 par le gouvernement français sans pour autant régler le problème de l'afflux des réfugiés, venus souvent d'Asie centrale ou du Proche Orient, voulant se rendre en Angleterre.

(8) Par exemple : *Chevilles ouvrières*, Les éditions de l'atelier, 1995. Ce recueil d'articles, qui s'étalent sur une quinzaine d'années, est assez représentatif de la variété des intérêts du sociologue du mouvement ouvrier et de la culture ouvrière.

(9) Enquête Emploi 2003 de l'INSEE.

(10) On lira la mise au point de Jean-Claude Passeron sur le sujet (Grignon, Passeron, 1989)

(11) On retrouve là une problématique qui a été décrite souvent dans certains quartiers délaissés par les classes moyennes des grandes villes américaines. Sous couvert de respecter les spécificités culturelles des habitants, ce sont des zones de « tiers mondialisées » qui se développent au cœur même des cités (par exemple, sur Philadelphie, Koptiuch, 1999.)

(12) Ce qui, bien sur, n'interdisait pas le racisme : il n'est pas certain que le monde plus pacifié en apparence des Trente Glorieuses ait été moins discriminatoire envers les étrangers venus d'Afrique ou du Maghreb. Le racisme ne se limite pas à son expression publique ou dans des sondages.

Références bibliographiques

Beaud, S., Pialoux, M., 2003, *Violences urbaines, violences sociales*, Fayard

Les cahiers de l'UPC, 1, Roubaix, mai 2005

de Certeau, M., 1990, *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Gallimard.

Collectif, 2000, *Villes, patrimoines, mémoires. Action culturelle et patrimoines urbaines en Rhône-Alpes*, Lyon, La passe du vent.

Collectif, 2004, *Tous gueules noires. Histoire de l'immigration dans le bassin minier du Nord Pas-de-Calais*, Lewarde, Centre historique mi-